



**CDEN**  
**DÉCLARATION LIMINAIRE**  
**16 octobre 2024**

Intro :

Nous nous retrouvons plus d'un mois après la rentrée scolaire sans nous être réunis en juin dernier pour cause de dissolution. Que de rebondissements depuis : rentrée inédite avec une ministre démissionnaire, mise en place laborieuse d'un gouvernement à contre courant des résultats électoraux, scandale dans la presse sur les subventions des écoles privées, rapport parlementaire mettant à jour le très peu d'audit budgétaire des écoles privées. A ce propos, quels établissements privés de notre département ont-ils fait l'objet d'un audit budgétaire par la DGFIP et à quand cela remonte-t-il ?

Nous nous retrouvons plus d'un mois après la rentrée scolaire donc et contrairement à ce qu'a affirmé la nouvelle ministre de l'Éducation nationale lors de son premier discours, cette rentrée n'a pas été « réussie ». Cette rentrée inédite n'a pu se dérouler que grâce à l'engagement indéfectible de l'ensemble des personnels, qui ont à cœur d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions possibles.

Manque de personnels :

Il manquait des professeur·es, des personnels administratifs et de santé ainsi que des AESH à la rentrée dans de nombreux établissements ornaïens. D'ailleurs Il en manque toujours. Continuité du service public, droit fondamental des enfants, l'État n'est tout simplement plus en mesure d'assurer des engagements et principes pourtant garantis par la loi. Avez-vous fait le bilan des postes non pourvus à cette rentrée et encore actuellement ?

A force de rémunérer des professeur·es comme des agents de catégorie B, il ne faut pas s'étonner d'avoir un mauvais recrutement et des départs en hausse.

Suppressions de postes et conditions de travail :

Il est grand temps d'améliorer les rémunérations et les conditions de travail des personnels afin de s'assurer que les postes soient tous pourvus. Ce n'est pas la suppression de 4000 postes d'enseignant prévus dans le budget national de l'année prochaine qui permettra d'obtenir de meilleures conditions de travail. Nous sommes déjà en France l'un des pays de l'OCDE avec les classes les plus chargées. La baisse démographique devrait être utilisée pour améliorer cet indicateur.

Pour répondre à ce double défi d'économie et de revalorisation sans contrepartie des personnels, nous avons des propositions à faire dans le champ de l'éducation nationale qui rapporteraient beaucoup. Plutôt que de faire appel à des retraité·es, qui sont parti·es souvent sans regret de l'Éducation nationale, supprimons le SNU, l'uniforme et le Pacte.

Fermeture de collèges ?

Puisque nous évoquons le budget national, notons qu'il prévoit aussi la baisse des dotations de fonctionnement des collectivités territoriales. Ces contraintes budgétaires ont été au centre des

échanges lors du débat d'orientation budgétaire du 28 septembre au Conseil départemental. A la lecture des propos rapportés dans la presse, nous nous inquiétons d'une possible fermeture de collège à venir. Pouvez-vous nous indiquer si cette piste est exclue de vos plan de construction du budget de l'année prochaine ?

Conclusion :

Enfin, quelques jours après l'hommage à nos collègues assassinés Samuel Paty et Dominique Bernard, la FSU tient à rappeler la force de l'École publique laïque, l'importance de ses personnels qui doivent être soutenus et confortés. L'École publique laïque crée les conditions de l'émancipation en protégeant de tout prosélytisme et en faisant cesser en son sein toutes les assignations. Cela doit être préservé et expliqué. Y faire venir, étudier, s'épanouir tous les jeunes doit être une exigence nationale. Il est urgent que la République soutienne pleinement son école, la seule école de toute la jeunesse vivant dans ce pays. L'École publique laïque doit recevoir les moyens humains et matériels lui permettant de faire vivre ses ambitions intellectuelles et civiques. Les choix politiques permettent-ils d'en prendre le chemin ? Il est permis d'en douter ...